

« Les folies sont les seules choses qu'on ne regrette jamais. »

Oscar Wilde (1854-1900), écrivain, romancier, dramaturge et poète irlandais.



Charles BOK

Administrateur délégué

Chers clients, chers amis, chers lecteurs.

En ce début de saison estivale, que je vous souhaite agréable, je voulais partager quelques réflexions personnelles sur le niveau de résilience des marchés financiers.

Si on fait abstraction du recul sensible du dollar américain par rapport à la majorité des autres devises, la plupart des marchés boursiers se sont bien comportés depuis le début de l'année. Et nous n'allons pas nous en plaindre; quoique !

Si on s'amuse à dresser l'inventaire des risques susceptibles d'influencer négativement les indices boursiers, on constate que l'exercice est assez facile. Entre les effets nocifs de la guerre commerciale sur les principales économies, tant au niveau de la croissance économique qu'en matière de contrôle de l'inflation, le creusement abyssal de la dette américaine, notamment pour financer de nouvelles baisses d'impôts aux Etats-Unis, la baisse du dollar voulue par Donald Trump et son équipe, les tensions géopolitiques en Ukraine et au Moyen-Orient, les raisons ne manquent pas pour se poser des questions quant à la santé mentale des investisseurs au sens large !

Vous avez compris que j'accentue le trait avec malice et que j'ai une idée derrière la tête.

En tant que professionnels de la finance, nous gardons toujours à l'esprit que le marché a toujours raison (même quand il a tort !). Mais alors, comment expliquer une telle sérénité apparente dans le contexte actuel ? Et c'est là qu'on comprend que tout cela n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

La résilience explique en partie le niveau de confiance des investisseurs malgré les nuages au-dessus de leurs têtes. A force d'avoir

expérimenté la rapidité à laquelle les marchés récupèrent après une correction, il est tentant de profiter de baisses passagères pour investir et se projeter à plus long terme pour justifier sa sérénité. Même les véritables krachs boursiers de ces 50 dernières années n'ont la plupart du temps nécessité que quelques mois pour récupérer les pertes latentes (et virtuelles tant qu'elles n'ont pas été réalisées). Le marché n'a probablement pas perdu la boule même s'il donne l'impression de minimiser les signaux négatifs comme dans la chanson du titre de cet article.

Chez Createrra Finance, nous avons l'ambition et l'entêtement de croire qu'une bonne lecture et analyse des événements et de leurs conséquences permettent d'affiner notre stratégie d'investissement. Dans une optique long terme, je vais enfoncer une porte ouverte, un portefeuille rationnel bien conçu finira par s'avérer rentable. Nous redoublons d'efforts pour limiter au maximum les trous d'air passagers et participer généreusement aux mouvements de hausse des marchés. Ce serait, je pense, risqué de vous vendre l'idée qu'on se soucie peu des variations dans les portefeuilles qui nous sont confiés, tablant sur le fait que nous pourrions vous assurer qu'après 5 ou 6 ans, les résultats attendus seraient au rendez-vous. Dans la conception de notre métier, nous devons non seulement viser à assurer une rentabilité à la hauteur des attentes de nos clients à long terme mais aussi naviguer le mieux possible lorsque la mer est déchainée. Pour y arriver, il faut être passionné par son métier parce que c'est plus facile à dire qu'à faire mais la satisfaction de nos clients et du travail bien fait nous motivent et nous comblent lorsqu'on y parvient.

Nous n'allons donc pas nous plaindre si les investisseurs restent globalement sereins au sujet des marchés boursiers, même si des corrections passagères ne sont jamais à exclure.

Bonnes vacances à toutes et à tous.

Dans ce numéro :

Economies - Marchés -

Stratégie: les tendances | 2

Asset allocation | 3

Indices | 3

Investment school | 4



Economies - Marchés - Stratégie: les tendances

Fabien PLANCQ

Senior Wealth Manager

Charles BOK

Administrateur délégué

Le deuxième trimestre 2025 a encore une fois été marqué par l'omniprésence médiatique et économique du président américain Donald Trump. Dès le 2 avril, l'annonce d'une hausse généralisée des droits de douane américains a provoqué une onde de choc sur les marchés mondiaux. Ces mesures, visant explicitement à réduire le déficit commercial américain, ont surtout alimenté un climat d'instabilité commerciale mondiale. Ce retour affirmé au protectionnisme a rappelé les pratiques du début du XXe siècle, plongeant les acteurs économiques dans une incertitude profonde.

Concrètement, les États-Unis ont instauré des droits de douane minimaux de 10% sur toutes les importations, avec des surtaxes spécifiques, notamment sur la Chine (jusqu'à 145%). Cette annonce a entraîné une forte chute des marchés début avril, avant un rebond dès la mi-avril, porté par des investisseurs partis à la chasse aux bonnes affaires. Début mai, Trump a fait machine arrière en instaurant une pause de 90 jours sur les droits de douane excédant 10%, le temps de négocier de nouveaux accords commerciaux. Un accord rapide a été trouvé avec le Royaume-Uni. Par la suite, au gré de ses humeurs, il a de nouveau agité la menace de surtaxes, notamment une taxe de 50% sur les produits européens, avant de reculer une fois encore.

En Ukraine, les pourparlers stagnent, sur fond de soutien américain en déclin. Au Proche-Orient, l'attaque surprise de l'Iran par Israël, mi-juin, a provoqué une hausse des cours du pétrole et une baisse temporaire des marchés. Le bombardement des centrales nucléaires iraniennes par les États-Unis, qui a suivi, n'a cependant ni effrayé durablement les investisseurs ni provoqué une envolée persistante des prix du pétrole. Malgré les annonces contradictoires, l'agressivité verbale de Trump et l'instabilité géopolitique, les marchés boursiers ont fait preuve d'une étonnante résilience. Les investisseurs semblent désormais mieux intégrer l'imprévisibilité du président américain et les incertitudes internationales. L'annonce d'un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran apporte également un soutien supplémentaire aux marchés à ce stade.

Sur le plan monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi son assouplissement. Elle a abaissé à deux reprises ses taux directeurs de 0,25%, les ramenant à 2%, leur plus bas niveau depuis début 2023. Christine Lagarde, présidente de la BCE, a toutefois précisé que ce

cycle de baisse touchait probablement à sa fin, l'inflation étant jugée sous contrôle et proche de l'objectif des 2%.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a maintenu ses taux inchangés, entre 4,25% et 4,5% (un niveau stable depuis décembre 2024), conservant une posture restrictive face à une inflation toujours préoccupante, nourrie en partie par la guerre commerciale prolongée et les tensions géopolitiques au Proche-Orient. Ces facteurs renforcent les craintes d'une flambée des prix, notamment dans les secteurs de l'énergie et des biens importés. Toutefois, la Fed prévoit deux baisses de taux d'ici à la fin 2025, mais une seule en 2026.

Malgré un meilleur trimestre écoulé pour les marchés US, les marchés financiers européens ont mieux performé que leurs homologues américains cette année. Cela s'explique par une perception plus favorable des initiatives politiques européennes, notamment le renforcement des investissements dans la défense et les infrastructures.

Du côté des matières premières, l'or a conservé son rôle de valeur refuge dans ce climat incertain, même si sa progression a été moins marquée qu'au premier trimestre (+25,9% depuis le début de l'année). Le pétrole a connu une volatilité importante, nourrie par les tensions géopolitiques croissantes et les craintes sur la demande mondiale (-9,4% en 2025). Quant au dollar, il a poursuivi sa baisse (-13,8% depuis le 1er janvier), affaibli par les incertitudes entourant la politique commerciale et budgétaire de Trump.

Les mois à venir s'annoncent incertains. Aux États-Unis, les droits de douane pourraient alimenter une pression haussière sur les prix.

Toutefois, nous ne pouvons exclure que les négociations commerciales finissent par aboutir à des « deals » favorables aux États-Unis et acceptables pour leurs principaux partenaires.

Dans ce contexte, nous maintenons pour le moment notre niveau d'exposition aux actifs risqués.

Dans la mesure du possible, nous veillons à limiter l'exposition non couverte au dollar à 15% dans nos portefeuilles. En effet, les craintes de la guerre commerciale associées à la volonté non dissimulée du gouvernement américain de voir sa devise s'affaiblir davantage rendent l'évolution du dollar délicate à court terme.



Asset allocation préconisé pour un investisseur MEDIUM en EUR

Allocation d'actifs		Exposition devises	
Total actions individuelles et fonds actions (immobilier inclus)	46%	EUR	85%
Actions européennes	23%	USD	12%
Actions américaines	20%	Autres	3%
Actions émergentes + Japon	3%		
Obligations et fonds obligataires	35%		
Fonds alternatifs	8%		
Divers (Or et autres matières premières)	5%		
Liquidités et fonds monétaires	6%		
	100 %		100 %

Lignes directrices de notre politique-maison. Pour de multiples raisons, des différences, parfois substantielles, peuvent exister entre plusieurs portefeuilles.
Clôture de rédaction le 01/07/2025

Indices

EQUITIES	2025 YTD
EURO STOXX 50	8,32%
STOXX Europe 600	6,65%
BEL 20	4,96%
S&P 500	5,50%
S&P 500 Equal Weight	3,83%
NASDAQ 100	7,93%
NIKKEI 225	1,49%
HANG SENG	20,00%
MSCI EMERGING	13,70%
MSCI WORLD	8,59%

COMMODITIES (in USD)	Gold	Oil (BRENT)	Bloomberg Agriculture
As at 31/12/24	2.624,50	74,64	57,01
As at 30/06/25	3.303,14	67,61	54,64
%	25,86%	-9,42%	-4,15%

BONDS	2025 YTD
Bloomberg Barclays Euro Aggregate Total Return Index	0,84%
Bloomberg Barclays US Aggregate Total Return Index	4,02%
Bloomberg Barclays EM USD Aggregate Total Return Index	4,94%

CURRENCIES	USD	GBP	CHF	JPY
As at 31/12/24	1,0354	0,8275	0,9401	162,7800
As at 30/06/25	1,1787	0,8583	0,9348	169,7800
%	-13,84%	-3,73%	0,56%	-4,30%



Investment school: le pétrole et son impact sur l'inflation.

Eric DEWAELEHEYN

Senior Wealth Manager

Vu les événements géopolitiques récents (conflit Israël-Iran), le pétrole est revenu sur le devant de la scène.

On estime que l'impact direct et indirect (transport, ...) du prix du pétrole dans le **PCE** (Personal Consumption Expenditures = indicateur avancé clé regardé par la FED) est de l'ordre de **10%** ; le poids est sensiblement le même dans le **CPI** (Consumer Price Index, autre indicateur utilisé pour traquer l'inflation).

Median Personal Consumption Expenditures Inflation



Source: Bureau of Economic Analysis, Federal Reserve Bank of Cleveland, Haver Analytics

Avant ce conflit, le pétrole restait, techniquement parlant, dans un trend baissier depuis 3 ans.

8 pays s'étaient en outre engagés à augmenter leur production : l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie et Oman.

Ce positionnement stratégique de l'OPEP+ (OPEP élargi = environ 40% de la production mondiale) et l'annonce des hausses de production de brut de 411.000 unités par jour en juillet, soit le même chiffre qu'en mai et en juin, **alimentaient cette tendance baissière...** D'ailleurs, le positionnement net institutionnel validait le fait que les traders n'anticipaient pas un rebond massif du pétrole et une cassure du trend baissier.

C'était sans compter les **événements géopolitiques majeurs** qui ont secoué la région et en particulier l'élément stratégique que constitue le **détroit d'Ormuz** par où transite au moins 1/5 de la production mondiale de pétrole (et le

même ordre de grandeur pour la production de GNL).

Les menaces répétées de fermeture de ce détroit par l'Iran sont, à ce jour, restées sans suite et pour cause, cela s'assimilerait à de l'« automutilation » pour l'Iran et la Chine ne le permettrait certainement pas car la quasi-totalité (90%) de la production de pétrole iranien est acheminée vers la Chine via ce passage stratégique (et cela représente 10% de la consommation pétrolière chinoise). On comprend directement que le rapport de force est disproportionné et que les rumeurs de fermeture sont plus une tactique pour tenter de maintenir des prix plus élevés et renflouer les

caisses iraniennes qu'une menace réelle, sauf en désespoir de cause (...).

Ainsi, dès les frappes américaines et la réponse contenue de l'Iran, les prix du pétrole se sont effondrés pour revenir dans la zone pré-conflit, le marché étant « rassuré ».

Conclusion

Si les prix du pétrole devaient se maintenir durablement dans cette zone (sous la moyenne des 3 dernières années), cela continuerait à être un facteur positif pour aider à contrer quelque peu les effets inflationnistes pressentis des droits de douane dont les impacts (négatifs) commencent à se faire sentir. A contrario, une fermeture durable du détroit serait catastrophique tant localement que pour l'économie mondiale et une épine supplémentaire dans le pied de la Fed (explosion du pétrole/inflation/stagflation/...), même si ce n'est pas ce scénario qui est retenu actuellement par le marché.

Creterra Finance est une société de gestion indépendante agréée et contrôlée par les autorités luxembourgeoises et belges (Commission de Surveillance du Secteur Financier – Banque Nationale de Belgique). N'hésitez pas à consulter notre site www.creterra-finance.com ou à prendre contact avec nos collaborateurs pour une information détaillée (gestion de portefeuille, choix d'une banque dépositaire, planification et structuration de patrimoine). Si vous avez une demande concernant le traitement de vos données personnelles, vous trouverez les formulaires disponibles sur notre site www.creterra-finance.com, onglet « Protection des données ».

Editeur responsable : Creterra Finance S.A. - Réalisation : Drukkerij van Hoeilaart - Rien de cette publication ne peut être copié et/ou publié sans l'autorisation explicite de l'éditeur. Les informations communiquées proviennent de sources fiables et reposent sur des analyses approfondies. Ces informations vous sont communiquées sans garantie ni engagement de la part de l'éditeur.

LUXEMBOURG
Rue d'Arlon 6 - 8399 Windhof
Téléphone +352 45 16 36 1
www.creterra-finance.com

BELGIQUE
Rue du Tabellion 66 - 1050 Bruxelles
Téléphone +32 2 346 26 76

Pour plus de renseignements
creterra@creterra-finance.com



CREATERRA
FINANCE

Une vision globale de la gestion de patrimoine

Member of
IRIS Finance International Group